

Les mouvements sociaux : un terrain mouvant

Louis Maheu and David Descent

Volume 3, Number 1, Spring 1990

Mouvements sociaux

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301068ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301068ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Maheu, L. & Descent, D. (1990). Les mouvements sociaux : un terrain mouvant. *Nouvelles pratiques sociales*, 3(1), 41–51. <https://doi.org/10.7202/301068ar>

Article abstract

Dans cet article, les auteurs proposent une définition du mouvement social à partir de certaines de ses caractéristiques. Ils décrivent l'espace horizontal et vertical où se déploient les mouvements sociaux de même que la rigidité des grands appareils qui provoquent leur éclosion.



Les mouvements sociaux: un terrain mouvant

*Louis MAHEU
et David DESCENT*

*Département de sociologie
Université de Montréal*

Dans cet article, les auteurs proposent une définition du mouvement social à partir de certaines de ses caractéristiques. Ils décrivent l'espace horizontal et vertical où se déploient les mouvements sociaux de même que la rigidité des grands appareils qui provoquent leur éclosion.

Les mots sont dangereux et nombreux sont ceux qui ont déjà formulé pareil constat (Havel, 1990). Il en va ainsi pour l'expression mouvement social qui, généreusement et indistinctement plaquée à tout ce qui bouge et gribouille dans l'action sociale, semble vaguement s'opposer à l'ordre établi et se loger automatiquement du côté de la contestation sociale. D'une certaine manière, l'expression mouvement social est d'autant plus trompeuse que des groupes fort différents en revendiquent l'appellation.

Pour dissiper cette confusion, il faut donner une signification précise à l'expression mouvement social et l'utiliser d'abord et avant tout comme outil conceptuel. Ce concept peut donner un sens à des conduites collectives spécifiques et, à l'aide d'une réflexivité plus soutenue, peut aussi en favoriser une plus grande maîtrise. Par-delà la très grande diversité des courants et des traditions d'analyse des conduites collectives, cet article tentera d'éclaircir la notion de mouvement social en identifiant quelles sont les dimensions du social que l'expression mouvement social permet de mettre en relief. Ensuite, il sera question de la rigidité des grands appareils qui enserrant la société civile et alimentent en retour les mouvements sociaux.

NOTION DE MOUVEMENT SOCIAL

Pour échapper à la confusion déjà évoquée, il importe de définir le concept de mouvement social. Pour les auteurs, ce concept désigne les conduites collectives qui partagent plusieurs sinon la totalité des caractéristiques suivantes. D'abord, un mouvement social est une conduite collective conflictuelle qui est à relier à des situations d'inégalité et à des rapports sociaux de domination. Il faut se garder d'en déduire cependant que la meilleure ou l'unique manière d'analyser un mouvement social est le schéma problème-réaction ou contradiction-réponse. Les conduites collectives de type mouvement social appartiennent au registre des conduites et des rapports conflictuels mais elles sont, à l'occasion, créatrices, innovatrices, soulevant des enjeux nouveaux, orientant les pratiques sociales vers des conduites moins institutionnalisées. Elles mènent aussi à des pratiques offensives relatives à des enjeux de liberté, d'autodétermination, d'émancipation, de démocratie.

Ces rapports ne relèvent pas principalement de la sphère du travail ni des rapports de production: on soutient encore, et c'est le deuxième trait du mouvement social, qu'il concerne les conduites collectives présentant de façon prédominante des dimensions culturelles et politiques, symboliques de l'action. Cette articulation est capitale et nous y reviendrons.

Troisième trait: le mouvement social désigne des conduites collectives conflictuelles ayant une certaine visibilité et présentant une forme organi-

sationnelle plutôt fluide, souvent peu durable et peu centralisée. Les formes de mobilisation, d'organisation et de leadership des conduites collectives du type mouvement social ressemblent peu à celles du parti politique; elles se démarquent aussi des formes plus institutionnalisées caractérisant les organisations syndicales, y compris celles du mouvement ouvrier classique.

Quatrièmement, les conduites collectives de mouvements sociaux ne visent pas automatiquement ni directement une transformation globale de la société. Elles se désintéressent encore plus d'un changement reposant sur une théorie et un credo politiques, souvent d'obédience marxiste, pour qui il n'y a de changement réel que par la prise du pouvoir de l'État. Les mouvements sociaux rejettent toutefois l'opposition futile entre révolution et réforme; ils cherchent plutôt à agrandir le contrôle démocratique de zones sociales particulières. En ce sens, le mouvement social ouvre au processus de démocratisation divers espaces sociaux, souvent inédits, et jusque-là peu atteints par le processus politique.

Enfin, cinquième et dernier trait, les conduites collectives que sont les mouvements sociaux posent problème au sujet de leur articulation aux classes sociales. Certains dissocient totalement les mouvements sociaux des classes sociales. D'autres qui les y rattachent retiendront leur aspect pluriclassiste, voire leurs liens avec plusieurs fractions des classes moyennes; d'autres enfin diront qu'ils représentent des rapports de classes typiques d'une autre forme de société et, partant, que les mouvements sociaux illustrent la transition vers la société postindustrielle. Ici encore, il ne faut pas clore la question trop vite, mais attendre que des analyses nouvelles documentent mieux les liens entre les classes sociales et les mouvements sociaux. Il s'impose de noter que les mouvements sociaux pointent bien souvent du doigt des pratiques sociales à propos desquelles les classes sociales apparaissent fragmentées, traversées par d'autres logiques d'action et d'appartenance sociales tels le sexe, l'ethnie ou l'âge.

Retenons cependant à propos de cette notion de mouvement social qu'elle amène souvent certains analystes à parler de conduites collectives, non pas des mouvements sociaux, mais des nouveaux mouvements sociaux. À certains égards, l'allusion à la nouveauté est de nature à confusion. Pour les uns, la nouveauté mesure la distance entre le mouvement ouvrier du début du siècle et les mouvements sociaux actuels. Pour les autres, il y aurait une étape intermédiaire entre le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux actuels; de ce point de vue, les mouvements sociaux actuels se distingueraient aussi des mobilisations plutôt imposantes, étendues, pluriclassistes et assez vigoureuses qui, dans les années 60 et 70, caractérisaient les luttes urbaines et les mobilisations autour de la défense des conditions de vie des couches populaires urbaines.

Là aussi, l'essentiel est de ne pas se laisser piéger par un mot: la nouveauté est en soi tout à fait secondaire en cette matière. L'essentiel est de dire en quoi les conduites collectives conflictuelles ont changé, et trois paramètres, au moins, s'offrent pour mesurer le changement. D'une part, les enjeux structurels de domination et les pratiques des mouvements sociaux concernent des terrains différents: plusieurs domaines du hors travail et des pratiques moins centralisées sur le seul pouvoir d'État, par exemple, sont ici déterminants. Ensuite, les formes organisationnelles et les traits actuels plus concrets des mouvements sociaux se différencient des formes antérieures de mobilisation collective. Fluidité, membership plus dilué, alternance de luttes ouvertes et d'accalmie s'opposent au maintien et à la reproduction de luttes soutenues, à des formes organisationnelles plus structurées, à des types bien arrêtés de membership et de leadership.

Enfin, les couches et populations sociales participant aux conduites collectives des mouvements sociaux sont davantage morcelées et éclatées. La classe ouvrière et le mouvement ouvrier ne constituent plus le bassin principal et exclusif d'alimentation de mobilisations collectives ni le moteur social assurant leur reproduction plus ou moins continue. Dans une société précise, à un moment donné de son histoire, les mouvements sociaux se manifestent parfois par des luttes sociales ouvertes et conflictuelles. Par contre, en l'absence de luttes sociales peu développées et peu répandues, ces conduites collectives n'en préfigurent pas moins certaines tendances de la société de l'avenir.

Offe (1985) a tenté de définir ces facteurs structurels à relier aux nouveaux mouvements sociaux. En premier lieu, avance-t-il, les formes de domination sociale iraient en se diversifiant et atteindraient des couches de plus en plus larges de la société: les jeunes, les femmes, les minorités ethniques (notamment les immigrants non reçus), les citoyens des régions périphériques, les nouvelles classes moyennes. Ces différentes catégories de personnes constitueraient l'espace horizontal des mouvements sociaux. En deuxième lieu, les modes de domination gagneraient en profondeur en s'attaquant à des dimensions de la vie sociale jadis exclues du domaine public et politique: c'est le cas par exemple de la sexualité, de la gestion du corps, des relations interpersonnelles et de l'organisation communautaire. L'approfondissement des modes de domination représenterait l'espace vertical des mouvements sociaux.

Enfin, les appareils de contrôle technocratique propres à notre époque démontreraient une telle rigidité qu'ils seraient devenus incapables d'auto-correction: une fois structurés et lancés, ils ne seraient plus en mesure de corriger leur trajectoire technocratique. Cette typologie avancée par Offe (1985) nous servira, dans les lignes qui suivent, pour détailler quelque peu

les espaces sociaux et les champs de rapports sociaux qu'investissent les conduites collectives conflictuelles dites des mouvements sociaux. Typologie arbitraire, bien sûr, mais qui a le mérite, croyons-nous, de rendre plus intelligibles les enjeux posés par les nouveaux mouvements sociaux.

L'ESPACE HORIZONTAL DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Les toutes premières observations faites au sujet des mouvements sociaux voulaient que les conflits qu'ils suscitaient débordassent largement la sphère du travail, notamment celle du procès de travail proprement dit (Touraine, 1969). Le développement de la société postindustrielle serait davantage fonction de la maîtrise d'un ensemble de ressources comme la connaissance, l'information, les modes de gestion, les systèmes d'éducation, la recherche-développement. La maîtrise de ces ressources prendrait la forme d'une domination exercée par des dirigeants de grandes administrations et de grandes entreprises; on pensait aussi qu'elle aurait pour effet d'étendre le contrôle social à des groupes sociaux comme les consommateurs des services publics soumis à des formes de «participation dépendante» (Touraine, 1978). Dans cette perspective, les mouvements étudiants européen et américain avaient été rapidement identifiés comme les acteurs privilégiés des mouvements sociaux contemporains de même que divers regroupements d'usagers de services et de biens collectifs.

Au Québec, la recherche sur les mouvements sociaux a fait apparaître de nouveaux modes de domination hors travail (Descent *et al.*, 1989). On les retrouve dans l'application des politiques de santé et dans la gestion des populations cibles (Lesemann, 1981; Gaucher, Laurendeau et Trottier, 1981), dans la consommation de certains biens collectifs urbains (Maheu, 1983a), dans l'encadrement étatique de la marginalité et de la délinquance juvéniles (Renaud, 1984; René, 1986) ou encore au niveau de la socialisation et de la prise en charge de la petite enfance. L'emprise de la technocratie s'étend aussi aux domaines des politiques de la main-d'œuvre et de la formation professionnelle pour les jeunes (Dandurand, 1983), aux politiques sociales comme celles reliées aux revenus du citoyen et du ménage (Maheu, 1983b) ou encore au financement des organisations communautaires et associatives (Hamel, 1983). Autrement dit, la domination sociopolitique gagnerait du terrain sur le plan de l'horizontalité sociale.

Le mérite de ces études sur les mouvements sociaux aura été d'éclairer les rapports entre la sphère du travail et celle de la vie hors travail: l'éthique du travail et la qualité de la vie hors travail constituent un enjeu que révèlent ces diverses formes de conduites collectives. Ainsi, chômage créateur et précarité d'emploi volontaire démontrent un rapport culturel nouveau au

travail; dans le contexte plus large de la qualité de vie et du développement de réseaux, la valeur d'usage du travail apparaît comme une revendication sociale quelquefois mise de l'avant par des mobilisations prenant la forme de mouvements sociaux. De même, les politiques d'emploi et de développement économique régional constituent un autre espace articulé à l'univers du travail que commencent à occuper des mouvements sociaux communautaires, notamment à travers la revitalisation de l'emploi dans les régions.

D'autres études, les unes plus nettement inspirées par le mouvement des femmes et les autres plus liées à la mobilisation des femmes dans le mouvement syndical, ont mis l'accent sur les rapports entre les conditions de travail et les conditions socioculturelles des femmes. On a pu ainsi mettre en évidence la dualité sexuelle du marché du travail et l'imbrication complexe des rapports d'exploitation et des rapports de domination sociale fondée sur le sexe. Le profil du marché du travail est en effet fortement marqué par la division sexuelle des rôles: aux femmes échoient surtout les tâches industrielles les plus pénibles et les plus routinières, les statuts socioprofessionnels les moins élevés, les postes peu qualifiés et faiblement syndiqués du secteur commercial et des services publics et privés. Elles sont plus nombreuses que les hommes à occuper des emplois précaires et à temps partiel. Leur salaire pour des tâches similaires est en général inférieur à celui des hommes et leur mobilité sociale est plus limitée.

Les études féministes ont aussi débordé la sphère du travail rémunéré et montré que les liens entre travail gratuit et vie privée reposent sur un rapport social d'exploitation sous-tendant le travail domestique (Laurin-Frenette, 1981; Saint-Jean, 1983; Vandelac, 1981, Vandelac *et al.*, 1985; Messier, 1984). Ce sont surtout les femmes qui accomplissent le lot des tâches domestiques qui grugent leur temps et leur énergie, et au profit des autres. Et ce ne sera pas une coïncidence, lorsqu'on parlera de l'approfondissement des rapports de domination au sein de la vie privée, de constater que ce sont surtout les femmes qui en subissent le poids à travers l'expérience d'une identité socioculturelle qui est à la fois objet de domination et enjeu de luttes sociales d'émancipation.

Un autre mouvement social qui a retenu l'attention des analystes des mouvements sociaux fut celui des groupes nationaux en butte à des rapports sociaux de minoritaires à majoritaires, et que certains appellent la question nationale. Ces rapports sociaux de minoritaires à majoritaires traversent plusieurs registres d'action: le marché du travail, l'accès aux ressources de l'accumulation, les échanges symboliques et le pouvoir plus proprement politique. Surtout visibles dans les moments de luttes sociales ouvertes et vives, ces rapports débordent et fractionnent l'appartenance sexuelle, de classe ou de groupe d'âge. Point de surprise alors si dans certaines conjonc-

tures de la société québécoise, la classe ouvrière tout comme les autres classes sociales fut confrontée à la difficile réconciliation de la classe sociale et de la nation (Mascotto et Soucy, 1980). D'autre part, il est vrai que ces rapports de minoritaires à majoritaires sont fréquemment accaparés par les appareils politiques plus traditionnels: dans une telle conjoncture, la lutte politique domine et occulte des luttes sociales du type de celles des mouvements sociaux. C'est fréquemment le cas au Québec.

D'autres catégories sociales comme les jeunes, les immigrants, les groupes ethniques et autochtones minoritaires ont aussi à faire face à des inégalités qui caractérisent une identité socioculturelle assujettie. Là encore, la notion de mouvement social servira à analyser des conduites collectives, des rapports et structures de domination qui amalgament plusieurs registres sociaux (le travail, le politique, la culture) et fractionnent d'autres catégories sociales d'appartenance comme celles du sexe ou de la classe sociale.

L'ESPACE VERTICAL DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Non seulement ces nouveaux modes de domination sociale atteignent-ils de nouvelles couches sociales, mais ils envahissent des nouvelles zones de la vie personnelle et de nouveaux espaces sociaux: ils gagnent en profondeur. Offe (1985) dira à cet effet que la domination sociale et les mouvements sociaux qui lui sont reliés déplacent les frontières entre les domaines public et privé en politisant de nouveaux objets autrefois réservés au domaine privé. Cette assertion renvoie à l'intrusion capillaire de la rationalité instrumentale émanant des appareils technocratiques dans de multiples secteurs de la vie quotidienne. On fait référence ici aux nouvelles techniques de contrôle et d'encadrement social, d'imposition de savoir-faire, de savoir-vivre et d'expertises. Les concepts de «colonization of the life-world» (Habermas) et de «democratization of everyday life» (Melucci) tentent de cerner cette nouvelle réalité.

L'appropriation du corps constitue peut-être l'enjeu le plus marquant de cette politisation de la vie privée; les récentes manifestations du mouvement des femmes autour des nouvelles technologies de la reproduction humaine ou encore autour du droit à l'avortement sont très significatives à ce sujet. Les analystes ont en effet porté à notre attention le fait que la procréatique et la législation sur l'avortement trahissent les rapports sociaux marquant l'appropriation sociale du corps et de la sexualité féminine par l'expertise et la recherche médicales (Gaucher, Laurendeau et Trottier, 1981; Conseil du statut de la femme, 1988). On a dénoncé le fait que le corps des femmes devienne un «objet scientifique», un «laboratoire» dont le contrôle leur échappait au profit des prescriptions sociales, professionnelles

et de la rationalité instrumentale. L'expression «mères-cobayes» est tout à fait révélatrice et sa portée sociale a été bien rendue par le cinéaste québécois Robert Favreau dans le film *Portion d'éternité*. Selon le généticien français Jacques Testart, la recherche en procréation artificielle est d'abord orientée vers le contrôle génétique «des groupes humains et non pas tant vers la seule solution des problèmes de stérilité» (Testart, 1988).

Les rapports sociaux sous-tendant l'appropriation du corps constituent donc une composante majeure de l'identité socioculturelle des femmes. Produit de rapports et de structures de domination, cette identité se construit aussi à même les luttes sociales d'affirmation et d'émancipation des femmes. Des études portant sur les réseaux associatifs et d'entraide de femmes dans divers domaines, et notamment dans celui de la santé, illustrent comment, autour de l'appropriation du corps et de la vie quotidienne des femmes se développent des actions d'auto-contrôle des conditions économiques et sociopolitiques de la vie des femmes et par là de leur identité socioculturelle (Cohen, 1981; Gaucher, Laurendeau et Trottier, 1981).

RIGIDITÉ DES APPAREILS: DOMINATION ET LUTTES SOCIALES

D'autres formes de domination sont à rattacher au fonctionnement d'appareils de tout ordre devenus incapables de limiter leur expansion et leur intervention. Concernant le fonctionnement des appareils étatiques, la sociologie québécoise des mouvements sociaux a mis en lumière l'emprise de la gestion technocratique sur les modes de vie, la consommation de certains équipements collectifs, la formation des identité tant personnelle, collective que socioculturelle, la vie associative et l'action communautaire. Face à la gestion autoritaire du social et à l'intervention des politiques sociales, des groupes de base et des mouvements associatifs sont souvent amenés à défendre un espace social d'autonomie et de sociabilité; de ce fait, ils tendent à favoriser l'émergence de nouveaux espaces publics. C'est dans cette veine que certains ont pu déceler une contradiction importante des sociétés contemporaines, soit une «appropriation collective confrontée à une appropriation étatique du tissu social» (Maheu, 1983a; Maheu, 1983b) ou encore l'opposition d'une «socialité étatique» confrontée à une «socialité collective» (Hamel, 1983).

Ces études en corroborent d'autres effectuées dans différentes sociétés: toutes tendent à confirmer la rigidité des grands appareils, politiques aussi bien qu'économiques, culturels ou informationnels; toutes dénoncent leur incapacité à limiter leur emprise sur leur environnement externe, leur propension structurelle à manipuler les demandes et les besoins sociaux. Ces

grands appareils technocratiques auraient même atteint une forme et un mode de fonctionnement irréversibles qui les rendrait imperméables à toute velléité d'auto-limitation et d'auto-régulation de leurs activités (Offe, 1985).

La domination sociale au sein des sociétés industrielles avancées prend donc la forme d'une intégration sociale extrême où les grands appareils de gestion, d'information et de service imposent des manières d'être, de faire, de penser et de dire en accord avec leurs objectifs spécifiques et leur système de pouvoir. Cette domination se traduit par une manipulation culturelle et sociopolitique agissant sur les besoins et les espaces sociaux de vie des citoyens. Dans cette mesure, la domination agit à la fois sur la production symbolique de la société et sur le développement des espaces publics.

Force est de reconnaître alors que ces rapports et ces structures de domination, tout comme les luttes sociales du type des mouvements sociaux qui leur sont articulées, sous-tendent, au-delà des espaces politiques et étatiques traditionnels et institutionnels, l'émergence d'espaces publics et politiques non institutionnels (Kitschelt, 1985; Offe, 1985). Certains diront, un peu rapidement peut-être, qu'il s'agit là du rapport entre l'État et la société civile, l'un et l'autre étant garants d'une plus grande démocratisation (Keane, 1988a et 1988b). En fait, il faut davantage s'interroger sur la permanente interpénétration que l'on observe, par le moyen de luttes sociales prenant la forme de mouvements sociaux, entre l'État et la société civile, entre le politique traditionnel, institutionnel et le politique non institutionnel lié à l'émergence de nouveaux espaces sociaux.

Du coup, les rapports entre les mouvements sociaux et le politique redeviennent fort importants et représentatifs d'une nouvelle tendance. Les mouvements sociaux ne veulent pas conquérir le pouvoir d'État et par là aboutir au changement global; plutôt, face à divers pouvoirs traditionnels, les mouvements sociaux discutent des enjeux et des processus de décision qui élargissent les voies de la démocratie. Ils favorisent la constitution d'espaces publics où les collectifs sociaux tiennent des débats sur l'usage de leurs ressources, l'organisation de leur pouvoir, le fonctionnement des grands appareils (Maheu, 1990).

Par exemple, le mouvement écologique contemporain revêt certainement de multiples significations: toutes les luttes sociales menées au nom de la qualité de l'environnement ne peuvent être rangées sous la rubrique des mouvements sociaux. Comme le mouvement ouvrier du début de l'ère industrielle, le mouvement écologique suscite cette forte puissance d'évocation du scandale et du désordre produit par le mode de développement. Par contre, si des luttes sociales écologiques appartiennent aux mouvements sociaux, ce n'est pas uniquement par leur capacité de révéler d'un seul coup

le visage toujours plus scandaleux d'un modèle de développement qui menace les équilibres les plus élémentaires de notre univers physique et social. Les luttes sociales écologiques s'avèrent aussi des mouvements sociaux dans la mesure où elles remettent en question la rigidité des appareils et le fonctionnement du politique traditionnel et institutionnel. Elles contribuent alors à la création de nouveaux lieux où peuvent mieux se débattre l'accumulation et l'usage des ressources, les mécanismes et les formes de pouvoir orientant les grandes décisions touchant notre devenir.

Pour conclure, il faut se garder bien sûr de privilégier une lecture trop politique des mouvements sociaux. Reconnaissons seulement qu'en remettant en question les rapports du public et du privé, ceux du politique institutionnel et du politique non institutionnel, la formation et l'imposition d'identité personnelle et socioculturelle, les formes de domination articulant autrement le travail et le non-travail, l'émergence de nouveaux espaces sociaux, le fonctionnement des grands appareils, en posant toutes ces questions donc, les luttes sociales des mouvements sociaux et les courants d'analyse qui les éclairent ne s'attaquent pas à des détails!

Bibliographie

- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1988). *Sortir la maternité du laboratoire*, actes du colloque international sur les nouvelles technologies de la reproduction organisé par le Conseil du statut de la femme et tenu à Montréal les 29, 30 et 31 octobre 1987 à l'Université Concordia, Québec.
- COHEN, Y. (1981). *Femmes et politique*, Montréal, Éditions Le Jour.
- DANDURAND, P. (1983). «Crise, État et politiques de main-d'œuvre», *Revue internationale d'action communautaire*, 10/50.
- DESCENT, D., MAHEU, L., ROBITAILLE, G. et G. SIMARD (1989). *Classes sociales et mouvements sociaux au Québec et au Canada*, Montréal, Saint-Martin.
- GAUCHER, A., LAURENDEAU, F. et L. H. TROTTIER (1981). «Parler de la vie, l'apport des femmes à la sociologie de la santé», *Sociologie et sociétés*, vol. 13, n° 2.
- HAMEL, P. (1983). «Crise de la redistribution étatique et financement des organisations populaires», *Revue internationale d'action communautaire*, 10/50.
- HAVEL, V. (1990). «Words on Words», *New York Review of Books*, 18 janvier.
- KEANE, J. (1988a). *Democracy and Civil Society*, Londres, Verso.
- KEANE, J. (sous la direction de) (1988b). *Civil Society and the State: New European Perspectives*, Londres, Verso.
- KITSCHOLT, J. (1985). «New Social Movements in Germany and in United States», *Political Power and Social Theory*, vol. 5.
- LAURIN-FRENNETTE, N. (1981). «Féminisme et anarchisme: quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le mouvement des femmes et État», dans Yolande Cohen (sous la direction de), *Femmes et politique*, Montréal, Éditions Le Jour.

- LESEMANN, F. (1981). *Du pain et des services*, Montréal, Saint-Martin.
- MAHEU, L. (1983a). «Les mouvements de base et la lutte contre l'appropriation étatique du tissu social», *Sociologie et sociétés*, vol. 15, n° 1.
- MAHEU, L. (1983b). «Crise sociale, mouvements sociaux et pratiques de changement social», *Politique*, n° 4.
- MAHEU, L. (1990). «Les nouveaux mouvements sociaux: entre les voies de l'identité et les enjeux du politique», dans Louis MAHEU et Arnaud SALES (sous la direction de), *La recomposition du politique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal (à paraître).
- MASCOTTO, J. et P. Y. SOUCY (1980). *Sociologie politique de la question nationale*, Montréal, Saint-Martin.
- MESSIER, S. (1984). *Les femmes, ça compte: profil socio-économique des Québécoises*, Québec, Conseil du statut de la femme.
- OFFE, C. (1985). «New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics», *Social Research*, vol. 52, n° 4.
- RENAUD, G. (1984). *À l'ombre du rationalisme. La société québécoise, de sa dépendance à sa quotidienneté*, Montréal, Saint-Martin.
- RENÉ, J.-F. (1986). «Jeunesse: la résistance à l'épreuve du quotidien», M.-A. Duviger et J.-F. René (sous la direction de), *Jeunesse: désillusions tranquilles*, Montréal, VLB Éditeur.
- SAINT-JEAN, A. (1983). *Pour en finir avec le patriarcat*, Montréal, Primeur.
- TESTART, J. (1988). «Premier bilan d'une rupture annoncée», Conseil du statut de la femme, *Sortir la maternité du laboratoire*, actes du colloque international sur les nouvelles technologies de la reproduction organisé par le Conseil du statut de la femme et tenu à Montréal les 29, 30 et 31 octobre 1987 à l'Université Concordia, Québec.
- TOURAINÉ, A. (1969). *La société post-industrielle*, Paris, Denoël.
- TOURAINÉ, A. (1978). *La voix et le regard*, Paris, Seuil.
- VANDELAC, L. (1981). «Et si le travail tombait enceinte? Essai féministe sur le concept de travail», *Sociologie et sociétés*, vol. 13, n° 2.
- VANDELAC L., BÉLISLE, D., GAUTHIER, A. et Y. PINARD (1985). *Du travail et de l'amour: les dessous du travail domestique*, Montréal, Saint-Martin.